ENFANTS



de la FRANCE

L'ÈRE DE LA GOUVERNANCE AUDITABLE

PERMIS DE GOUVERNER
Le controle des élus

La stabilité d'un système repose sur l'équilibre de ceux qui le dirigent.

Gérer le destin de millions de personnes est une fonction critique. Elle nécessite une intégrité mentale vérifiée. L'État-Contrat impose une sélection rigoureuse des profils pour les postes à haute responsabilité :

1. **Tests Psychopathologiques** : Pour écarter les profils narcissiques, paranoïaques ou prédateurs qui cherchent le pouvoir pour le pouvoir.

2. **Intégrité Cognitive :** Absence de dépendances altérant le jugement.

3. **Certification :** On ne conduit pas un pays sans avoir prouvé sa stabilité et son équilibre. On teste les pilotes de ligne, pourquoi ne teste-t-on pas l'équilibre mental de ceux qui ont le bouton nucléaire ou le budget de vos retraites ?

LA FIN DU CHÈQUE EN BLANC

Ni opinion, ni idéologie, mais un cadre de preuve.

Nous vivons une époque de confusion sémantique totale.

Le mot « Démocratie » est partout, mais le pouvoir réel nous échappe.

Ce manifeste introduit un ajustement technique du fonctionnement institutionnel.

Le constat est simple : le système actuel repose sur le récit (la promesse), ce qui laisse place à l'interprétation et à l'opacité.

L'État-Contrat propose d'intégrer un système reposant sur la structure (le contrat), ce qui impose la clarté,

Pour passer d'un pouvoir que l'on subit à un pouvoir que l'on audite.

LA TRAÇABILITÉ DU BUDGET

La confiance est une mesure.

Tout système s'effondre par sa comptabilité.

Tant que l'État peut financer l'illusion par la dette ou l'impôt, le récit tient. Mais quand la « contradiction budgétaire » survient, le contrat implicite se brise.

L'État-Contrat propose de relier chaque prélèvement budgétaire à son impact concret. En rendant chaque flux traçable, du prélèvement à l'impact, nous ne critiquons pas le passé : **nous sécurisons l'avenir**. C'est le passage d'une gestion de l'intention à une gestion de la preuve partagée.

VOTE CITOYEN DE VALIDATION

Le vote est devenu un rite, là où il devrait être un arbitrage.

Pourquoi le citoyen se sent-il impuissant ?

Parce que la démocratie est devenue **« liturgique ».** Comme dans un rite religieux, nous répétons des mots et des gestes (l'élection) qui ne produisent plus d'effets sur la réalité.

L'élection n'est plus un choix de direction, mais une validation périodique d'une caste d'experts qui parlent à la place du peuple.

La rupture : Nous devons cesser de chercher des « sauveurs » pour commencer à exiger des **« cadres »**. L'État-Contrat refuse le lyrisme pour imposer la définition.

PILIER 1 – L'EXPLICITE
(LA FIN DU FLOU)

Remplacer l'interprétation par la définition.

Dans l'État-Contrat, le flou est considéré comme une faute grave.

1. Trajectoires Longues : Fin des politiques à courte vue. L'État définit des objectifs sur 20 ou 30 ans.

2. Mandat Contractuel : L'élu ne reçoit pas un « chèque en blanc », mais un cahier des charges.

3. Définitions Opératoires : Chaque terme de l'action publique doit être défini sans ambiguïté. Si l'objectif est « la sécurité », le contrat stipule les indicateurs précis qui permettront de juger si le contrat est rempli.

PILIER 2 – LE TRAÇABLE
(LA PREUVE PAR LA BLOCKCHAIN)

Passer de la promesse à la structure qui garantit.

La confiance ne doit plus reposer sur la morale d'un homme, mais sur l'inviolabilité d'un code. L'État-Contrat utilise la Blockchain non pas comme une monnaie, mais comme une infrastructure de preuve.

• **Incorruptibilité :** Une décision prise ou un budget alloué est inscrit dans la pierre numérique. On ne peut plus « réécrire » le passé ou masquer un échec.

• **Audit en temps réel :** Les indicateurs du contrat social sont consultables à tout moment, garantissant un droit d'inventaire permanent pour la société civile.

PILIER 3 – L'OPPOSABLE
(LA RESPONSABILITÉ RÉELLE)

Le contrat comme garantie.

C'est le point de rupture le plus fort. Un contrat sans sanction n'est qu'une suggestion.

• **L'Arbitrage :** Si les objectifs s'écartent trop de la trajectoire, le mandat est réévalué. Ce n'est plus un chèque en blanc, mais un **suivi de projet.**

• **La Responsabilité :** Le dirigeant devient garant de la fidélité de ses actes envers le contrat signé.

• **La sanction du Protocole :** Ce n'est plus une décision politique (sujet à négociation), mais une conséquence contractuelle (sujet à exécution).

LA MÉTHODE
L'INSTITUT DE L'ÉTAT-CONTRAT

L'alternative n'est ni la violence, ni la protestation, mais une construction logique.

Comment faire advenir ce modèle ? Par la démonstration et l'adhésion. L'Institut de l'État-Contrat a pour mission :

• **La rédaction des protocoles** : Traduire les besoins régaliens en contrats auditables.

• **Le regroupement des experts :** Juristes, programmeurs, ingénieurs blockchain, économistes, élus, hauts fonctionnaires d'État et psychologues travaillant à la structure du modèle.

• **La création de l'alternative :** Une fois le concept maîtrisé par une masse critique, il devient le seul recours logique face à l'effondrement du modèle narratif actuel.

CE CHOIX EST LE VÔTRE

Rejoindre l'Institut, c'est choisir de bâtir la structure plutôt que de commenter son usure.

Nous sommes à la fin d'un cycle. Le nouveau modèle est déjà là : soit il sera opaque et autoritaire, soit il sera **explicite, traçable et opposable.**

Ce manifeste est une invitation à cesser d'espérer pour commencer à exiger. Le système ne se réparera pas tout seul. Il doit être remplacé par un contrat de preuve.

L'État-Contrat : «Pour que la confiance ne soit plus un pari, mais un contrat.»

Devenez acteur de la clarté publique

Adhérer à l'Institut (pour tous les citoyens)

Rejoindre le groupe d'experts (pour les Juristes, ingénieurs blockchain, programmeurs,économistes, élus, hauts fonctionnaires d'État et psychologues).

Adhésion: INSTITUT ETAT CONTRAT . FR

La paix n'est pas un idéal: c'est un effet secondaire d'un cadre clair.

Bâtir la structure pour choisir notre futur



https://enfantsdelafrance.fr